

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 22/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE BAUDOUIN

2 rue Jean-Mermoz
78114 Magny-les-Hameaux

Références : 2023 - 748

Code AIOT : 0005301388

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2023 dans l'établissement CARRIERE BAUDOUIN implanté Lieu-dit la grande Lande 50440 La Hague. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été faite dans le prolongement de celle de 2022 : prise en compte des demandes qui en avaient résulté, intégration de thématiques supplémentaires comme le suivi piézométrique et le bruit généré par les activités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE BAUDOUIN
- Lieu-dit la grande Lande 50440 La Hague
- Code AIOT : 0005301388
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'exploitation de la carrière de la société BAUDOUIN située sur la commune de La Hague (commune déléguée de Sainte-Croix Hague) a été autorisée au titre des ICPE par un arrêté préfectoral du 08/03/2016 pour 15 ans (échéance 2031).

La production maximale annuelle autorisée est de 300 000 t/an pour une production moyenne de 225 000 t/an. En 2023, l'exploitation a entraîné trois tirs de mines, aucun autre n'est prévu d'ici la fin de l'année. L'extraction a été d'environ 56 000 tonnes qui s'ajoutent à environ 20 000 tonnes de matériaux recyclés.

Le périmètre d'exploitation autorisé porte sur une surface totale 21,3 ha.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- aménagements,
- respect des divers seuils prévus,
- moyens de lutte contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite a permis de constater que le site n'a pas connu d'évolution significative depuis la précédente inspection de 2022. Deux salariés sont présents en permanence, rejoints par un salarié supplémentaire lors des périodes de production.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	plan topographique	Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 12	Sans objet
2	accidents/incidents	Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 14	Sans objet
3	Panneaux	Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 16.1	Sans objet
4	aménagement paysager	Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 16.3	Sans objet
5	hauteur des stockages	Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 20.4	Sans objet
6	hauteurs gradins	Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 22.2	Sans objet
7	stockages de matériaux	Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 22.3	Sans objet
8	rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 29.3	Sans objet
9	eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 29.4	Sans objet
10	bruit	Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 31	Sans objet
11	lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 37.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformités particulières. L'exploitant a bien prévu d'apporter des améliorations, en particulier au niveau du traitement des eaux résiduelles de la carrière avant rejet au milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan topographique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, documents à tenir à disposition
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés: <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter et ses abords, dans un rayon de 50 mètres,• les bords de la fouille,• les courbes de niveau,• les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille,...),• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,• les équipements intervenant dans la gestion des eaux sur le site (réseaux, bassins, séparateur d'hydrocarbures, ...),• la pente maximale des pistes de circulation des véhicules et des engins, Les surfaces Si, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. Ce plan et ses annexes est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement — Unité départementale de la Manche. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le plan topographique réalisé par GEOMAT le 17 novembre 2022 et transmis le 30 mars 2023 par l'exploitant représente toujours la dernière mise à jour réalisée. L'exploitant a précisé qu'un nouveau relevé de GEOMAT est prévu le mercredi 22 novembre 2023 en vue d'une finalisation du plan en fin d'année ou plus vraisemblablement au premier trimestre 2024.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre une version numérique de la mise à jour du plan topographique de la carrière d'ici la fin du premier trimestre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : accidents/incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, incidents depuis l'inspection précédente
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son établissement, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Cette déclaration doit être faite dans les meilleurs délais.
Constats : Aucune information relative à un incident sur le site de nature à porter atteinte à l'environnement n'a été transmise à l'inspection depuis la précédente inspection. L'exploitant a confirmé qu'il n'y a eu aucun incident ou accident particulier à déplorer.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Panneaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 16.1
Thème(s) : Risques accidentels, mise en place et état des panneaux
Prescription contrôlée : Le bénéficiaire de la présente autorisation doit apposer, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, les types de déchets admissibles, et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Il a été constaté que le panneau d'information placé à l'entrée de la carrière fait toujours référence à un précédent exploitant (SNC NEVEUX). L'exploitant a indiqué que de nouveaux panneaux d'information ont été commandés (référence CMNO), ils devraient être mis en place avant la fin d'année 2023.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de justifier la mise en place des nouveaux panneaux (envoi de photographies).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : aménagement paysager

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 16.3
Thème(s) : Risques chroniques, réalisation des aménagements prévus
Prescription contrôlée : -L'exploitant met en place tout aménagement paysager, notamment sous forme de merlon périphérique et de haie arbustive, permettant de réduire les impacts visuels et sonores sur les habitations riveraines. En particulier, l'exploitant doit procéder à l'avancement des travaux d'extraction à l'aménagement du merlon à constituer en périphérie des parcelles ZM 7, ZM 8 et ZM 9. Ce merlon doit faire l'objet d'une végétalisation à base de graminées, légumineuses et plantes colonisatrices en de plantations ponctuelles d'essences arbustives et arborées locales. Le choix des espèces et l'agencement des plantations sont réalisés par une société spécialisée en cohérence avec le paysage et les espèces locales. Au Sud-Ouest de la parcelle ZM37, le long de la

RD 22, l'exploitant doit procéder sous un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté à la mise en place d'une haie bocagère dense plantée d'espèces arbustives et arborées locales.

Constats :

Concernant la végétalisation du flanc extérieur côté RD 22, l'exploitant a indiqué avoir fait réaliser les plantations en novembre 2022, cependant, une partie importante des plantes n'a pas survécu. Une relance du prestataire (société LEGRAND à BEAUMONT-HAGUE) a été faite en vue d'une intervention prévue en mars 2024. La visite sur le terrain a confirmé le fort taux de perte, nécessitant de nouvelles plantations.



Plantations le long de la RD22



Plantations le long de la RD22

Observations :

Il est demandé à l'exploitant de justifier le remplacement des végétaux morts au niveau du flanc extérieur le long de la RD 22.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : hauteur des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 20.4

Thème(s) : Risques accidentels, respect des hauteurs prévues

Prescription contrôlée :

Les entreposages de matériaux de découverte réalisés sur les parcelles ZM 7 et ZM 37 n'excèdent pas les cotes respectives de 175 m et 167 m NGF. Ces stockages de stériles sont modelés de façon harmonieuse avec des pentes douces améliorant leur insertion paysagère.

Constats :

L'exploitant a confirmé la reprise de matériau au niveau de la parcelle ZM 37 afin de se conformer aux cotes prévues, les travaux se sont déroulés en octobre 2023. La mise à jour du plan topographique devrait permettre d'attester le respect des cotes fixées dans l'arrêté d'autorisation.

Observations :

L'exploitant veillera à justifier le respect des cotes de 175 m NGF au niveau de la parcelle ZM 7 et de 167 m NGF au niveau de la parcelle ZM 37 en fournissant la mise à jour du plan topographique suite aux relevés de novembre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : hauteurs gradins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 22.2	
Thème(s) : Risques accidentels, nombre et respect des hauteurs	
Prescription contrôlée : Les gradins ont une hauteur unitaire de 15 mètres maximum. Leur nombre est limité à 3	
Constats : Deux gradins sont en place, le premier présente une hauteur de 17 m (pour 15 m autorisés par l'arrêté préfectoral) au niveau d'un ancien front qui n'est pas exploité actuellement. Afin de remédier à cette situation, l'exploitant a prévu de descendre la hauteur du front situé à l'angle sud-est de la carrière à la fin du printemps 2024 (conditions météorologiques favorables).	
	
Gradin supérieur dont la hauteur est à limiter	Gradin supérieur dont la hauteur est à limiter
Observations : Il est demandé à l'exploitant de justifier la réalisation des travaux de profilage du front situé à l'angle sud-est de la carrière avant la fin du premier semestre 2024.	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 7 : stockages de matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 22.3
Thème(s) : Risques accidentels, respect des hauteurs prévues
Prescription contrôlée : La hauteur des stocks de matériaux est limitée à 10 mètres.
Constats : Au vu du plan topographique du 17 novembre 2022, les stockages de matériaux respectent le seuil de 10 m de haut. Il n'a pas été possible de le confirmer sur le terrain du fait que le carreau de la carrière était ennoyé lors de l'inspection (fortes pluies sur une période longue précédant la visite).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 29.3
Thème(s) : Risques chroniques, travaux d'amélioration
Prescription contrôlée :

<p>L'ensemble des eaux d'exhaure et pluviales circulant dans le périmètre de la carrière est dirigé vers la fosse d'extraction puis par pompage vers des bassins de décantation successifs correctement dimensionnés pour assurer une décantation efficace. Dès la signature du présent arrêté conformément aux dispositions du dossier de renouvellement d'autorisation de janvier 2015, les bassins existants sont remplacés par trois nouveaux bassins de décantation situés au Nord-Est du site et représentant une capacité globale de 1555 m³. Ces trois bassins sont aménagés et reliés de façon à permettre une décantation efficace des eaux d'exhaure et pluviales. Une cloison siphonée équipe la sortie du premier bassin. Ces bassins sont régulièrement entretenus et curés. Le fond de l'excavation maintenu vide en fonctionnement normal doit permettre de tamponner les flux exceptionnels générés par de fortes pluviométries. La sortie du troisième bassin est dotée d'un émissaire d'évacuation des eaux d'exhaure et pluviales de ruissellement vers le Lucas au droit de la parcelle ZI 31.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant la fiabilisation de la qualité des eaux d'exhaure, l'exploitant a confirmé la réalisation d'un "pré-bassin" de décantation qui a permis depuis de respecter les seuils de rejet. L'atteinte de l'objectif de qualité a permis de ne pas avoir à buser la partie qui traverse la piste empruntée par les engins.</p> <p>L'exploitant a fait part d'un projet d'amélioration du système de décantation des eaux de la carrière en optimisant leur temps de séjour. Il s'agit de reconfigurer complètement les trois bassins existants afin d'augmenter significativement leur longueur. Les travaux sont prévus au deuxième ou au troisième trimestre 2024.</p> <p>La réalisation des nouveaux bassins sera de nature à fiabiliser la qualité des rejets au milieu naturel récepteur.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser un dossier de porter à connaissance avant la réalisation des travaux d'optimisation des ouvrages de décantation, ce document devra comporter toutes les informations relatives au dimensionnement, aux modalités de réalisation des travaux, au respect des dispositions applicables tant au niveau qualitatif que quantitatif (au vu de l'acceptabilité du milieu récepteur).</p> <p>On peut noter par ailleurs que le premier bassin de décantation assurant un volume permanent de 120 m³ peut être utilisé comme réserve incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 29.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, résultats du suivi</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant surveille au moyen de piézomètres l'impact potentiel de son activité sur les eaux souterraines. Ces ouvrages sont ceux définis dans l'étude hydrogéologique fournie à l'appui du dossier de renouvellement de janvier 2015 et désignés PZ1, PZ2, PZ3 sur le plan en annexe 5 au présent arrêté. Des mesures du niveau de la nappe (côtes statiques) sont effectuées tous les 2 mois sur l'ensemble de ces ouvrages.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection les résultats de la surveillance piézométrique de la carrière. La présence de fer et d'aluminium est avérée, mais stable. Il apparaît en revanche que le pH a une tendance à l'acidification (en particulier au niveau du piézomètre 2).</p> <p>Il semble que la suppression d'un lavage de véhicules sur un site voisin serait de nature à retrouver la valeur de pH du fond géologique.</p>

Observations : Il est demandé à l'exploitant de poursuivre le suivi de la qualité des eaux souterraines au droit de la carrière et de rechercher l'origine du phénomène en cas de poursuite de la baisse du pH.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, résultats du suivi
Prescription contrôlée : 31.3 - Un contrôle des niveaux sonores est effectué dans les 18 mois suivant la notification de l'arrêté. Il est ensuite renouvelé au début de chaque nouvelle phase pour laquelle les fronts de taille se rapprochent des habitations et a minima tous les 3 ans. Les emplacements des mesures doivent être choisis en accord avec l'inspection des installations classées. Ils doivent permettre de contrôler le respect du niveau limite de bruit en dB(A) et des émergences dans les ZER.
Constats : Une campagne de mesure des niveaux sonores a été réalisée par BELEMES les 13 et 14 janvier 2022. L'exploitant a présenté lors de l'inspection le rapport récapitulant les résultats de cette campagne. Il apparaît que l'ensemble des niveaux mesurés et des émergences respecte les seuils réglementaires prévus. La prochaine campagne de mesure de bruit est prévue en 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2016, article 37.4
Thème(s) : Risques accidentels, disponibilité et entretien
Prescription contrôlée : La carrière doit être pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie (extincteurs,...) appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont judicieusement répartis dans les installations. Pour assurer la défense extérieure contre l'incendie, une réserve naturelle ou artificielle d'eau d'un volume permanent minimal de 120 m ³ est aménagée sur le site. Cette réserve incendie est signalée et son accessibilité est maintenue en toute circonstance. La réserve incendie est régulièrement nettoyée et curée.
Constats : L'exploitant a pu justifier l'entretien annuel du parc de 18 extincteurs présents sur le site, il a également justifié la bonne prise en compte de l'observation figurant sur le rapport du prestataire ESI suite à son contrôle du 10 mars 2023.
Type de suites proposées : Sans suite